



## **Pacte international relatif aux droits civils et politiques**

Distr. générale  
23 avril 2012  
Français  
Original: anglais

---

### **Comité des droits de l'homme**

#### **105<sup>e</sup> session**

Genève, 9-27 juillet 2012

### **Ordre du jour provisoire et annotations**

#### **Note du Secrétaire général**

1. La 105<sup>e</sup> session du Comité des droits de l'homme se tiendra à l'Office des Nations Unies à Genève du 9 au 27 juillet 2012. La première séance aura lieu le lundi 9 juillet à 10 heures (Palais Wilson, salle de conférence du rez-de-chaussée).
2. On trouvera ci-après l'ordre du jour provisoire de la 105<sup>e</sup> session, établi par le Secrétaire général en consultation avec le Président du Comité, conformément à l'article 6 du Règlement intérieur, ainsi que les annotations s'y rapportant.
3. Conformément à l'article 33 du Règlement intérieur, les séances du Comité seront publiques, à moins que le Comité n'en décide autrement ou qu'il ne ressorte des dispositions applicables du Pacte ou du Protocole facultatif s'y rapportant qu'elles doivent être privées.
4. L'attention des États parties est appelée en particulier sur les annotations au point 7 de l'ordre du jour, où figure le calendrier provisoire pour l'examen des rapports pendant la 105<sup>e</sup> session. Conformément à l'article 68 du Règlement intérieur, les représentants des États parties sont censés assister aux séances du Comité au cours desquelles leurs rapports sont examinés.
5. Comme le prévoit l'article 95 du Règlement intérieur, un groupe de travail se réunira pendant une semaine avant la 105<sup>e</sup> session, du 2 au 6 juillet 2012.

## **Ordre du jour provisoire**

1. Ouverture de la session par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme ou son représentant.
2. Déclaration solennelle des membres nouvellement élus du Comité conformément à l'article 38 du Pacte.
3. Adoption de l'ordre du jour.
4. Organisation des travaux et questions diverses, y compris adoption du rapport du Groupe de travail des communications.
5. Réunion avec les représentants d'organes et d'institutions spécialisées des Nations Unies, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales.
6. Présentation de rapports par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte.
7. Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte.
8. Suivi des observations finales portant sur l'examen des rapports des États parties.
9. Suivi des constatations adoptées au titre du Protocole facultatif.
10. Examen des communications présentées en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte.

## **Annotations**

### **1. Ouverture de la session par la Haut-Commissaire aux droits de l'homme ou son représentant**

La Haut-Commissaire aux droits de l'homme ou son représentant ouvrira la 105<sup>e</sup> session du Comité.

### **2. Déclaration solennelle des membres nouvellement élus du Comité conformément à l'article 38 du Pacte**

Conformément à l'article 38 du Pacte et à l'article 16 du Règlement intérieur, les membres du Comité élus à la trente et unième Réunion des États parties au Pacte, tenue le 1<sup>er</sup> mai 2012, feront la déclaration solennelle suivante:

«Je m'engage solennellement à m'acquitter de mes fonctions de membre du Comité des droits de l'homme en toute impartialité et en toute conscience.».

### **3. Adoption de l'ordre du jour**

Conformément à l'article 8 du Règlement intérieur, l'adoption de l'ordre du jour constitue le premier point de l'ordre du jour. Conformément à l'article 9, le Comité peut modifier son ordre du jour en cours de session et, s'il y a lieu, ajourner l'examen de questions ou en supprimer.

#### 4. Organisation des travaux et questions diverses, y compris adoption du rapport du Groupe de travail des communications

Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Comité examinera diverses questions qui relèvent de son mandat.

#### 5. Réunion avec les représentants d'organes et d'institutions spécialisées des Nations Unies, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales

À chaque session, le Comité entend des représentants d'organes et d'institutions spécialisées des Nations Unies, d'institutions nationales des droits de l'homme et d'organisations non gouvernementales (ONG) représentées à l'Office des Nations Unies à Genève. Les réunions suivantes ont été programmées: pour les institutions spécialisées, le 9 juillet de 12 heures à 12 h 30; pour les institutions nationales des droits de l'homme et les ONG concernant l'Islande et la Lituanie, le 9 juillet de 11 h 30 à 12 heures; pour les institutions nationales des droits de l'homme et les ONG concernant les Maldives, le 12 juillet de 12 h 30 à 13 heures; et pour les institutions nationales des droits de l'homme et les ONG concernant l'Arménie et le Kenya, le 16 juillet de 12 heures à 13 heures.

#### 6. Présentation de rapports par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte

La situation concernant la présentation de rapports par les États parties en application de l'article 40 du Pacte est exposée au chapitre III et aux annexes III et IV du rapport annuel du Comité à l'Assemblée générale pour 2011 (A/66/40, vol. I).

#### 7. Examen des rapports soumis par les États parties conformément à l'article 40 du Pacte

Les rapports qui seront examinés à la 105<sup>e</sup> session sont ceux de l'Arménie, de l'Islande, du Kenya, de la Lituanie et des Maldives.

On trouvera ci-après le calendrier provisoire de l'examen des rapports à la 105<sup>e</sup> session, établi en consultation avec le Comité:

##### Calendrier de l'examen des rapports soumis conformément à l'article 40 du Pacte

Islande	Cinquième rapport périodique (CCPR/C/ISL/5)	Lundi 9 juillet (après-midi) Mardi 10 juillet (matin)
Lituanie	Troisième rapport périodique (CCPR/C/LTU/3)	Mardi 10 juillet (après-midi) Mercredi 11 juillet (matin)
Arménie	Deuxième rapport périodique (CCPR/C/ARM/2-3)	Lundi 16 juillet (après-midi) Mardi 17 juillet (matin)
Maldives	Rapport initial (CCPR/C/MDV/1)	Jeudi 12 juillet (après-midi) Vendredi 13 juillet (matin et après-midi)
Kenya	Troisième rapport périodique (CCPR/C/KEN/3)	Mardi 17 juillet (après-midi) Mercredi 18 juillet (matin)

Conformément à l'article 68 du Règlement intérieur, le Secrétaire général a informé les gouvernements des États parties intéressés des dates provisoires auxquelles le Comité doit examiner leur rapport à sa 105<sup>e</sup> session.

Les équipes spéciales chargées des rapports périodiques examineront et adopteront les listes de points à traiter à l'occasion de l'examen des rapports de l'Angola, du Pérou, de l'Allemagne, de Macao (Chine) et d'Haïti (en l'absence de rapport).

Les équipes spéciales chargées des rapports périodiques examineront et adopteront les listes de points à traiter préalables à la soumission des rapports de l'Afghanistan, de la Croatie, d'Israël, de la Nouvelle-Zélande et de Saint-Marin.

**8. Suivi des observations finales portant sur l'examen des rapports des États parties**

À sa soixante-quatorzième session, le Comité a pris des décisions concernant la procédure permettant d'assurer le suivi des observations finales. La Rapporteuse spéciale chargée du suivi des observations finales rendra compte de ses activités pendant la 105<sup>e</sup> session.

**9. Suivi des constatations adoptées au titre du Protocole facultatif**

Le Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations fera rapport sur ses activités.

**10. Examen des communications présentées en vertu du Protocole facultatif se rapportant au Pacte**

Conformément aux dispositions du chapitre XVII du Règlement intérieur, le Comité examinera au titre de ce point les communications qui lui sont présentées ou paraissent lui être présentées en vertu du Protocole facultatif.

Au 1<sup>er</sup> avril 2012, le Comité était saisi d'un total de 330 communications. Conformément aux nouvelles dispositions du Règlement intérieur, qui autorisent l'examen simultané de la question de la recevabilité et du fond dans la plupart des cas, l'examen de ces communications peut aboutir à l'adoption de constatations ou à une décision de recevabilité ou d'irrecevabilité.

Conformément au paragraphe 3 de l'article 5 du Protocole facultatif et à l'article 88 du Règlement intérieur, ce point de l'ordre du jour sera examiné en séance privée.

---